

EDITORIAL



Par **Gwendal Rouillard**
Premier secrétaire fédéral

Les socialistes français et l'Europe

Dans le cadre du vote du jeudi 12 mars, le Secrétariat fédéral du Morbihan a exprimé une position défavorable au texte européen et à la liste Grand Ouest présentés par la Direction nationale. Au regard des résultats, je constate que le vote "pour" est minoritaire dans notre Fédération ; autrement dit, le cumul des votes "contre" et "abstention" est majoritaire, sans compter les "blancs/nuls" et les militants "restés à la maison" par colère et/ou dépit.

Nous avons pris cette décision en responsabilité puisque, en théorie, notre avis était sollicité. Nous posons, de cette manière, un acte politique, pour le présent et l'avenir. Pour autant, nous avons invité les militants à voter "librement" (cf notre communiqué de presse sur www.ps56.fr). Preuve que nous sommes très soucieux de notre unité qui ne peut, néanmoins, nous obliger à passer sous les fourches caudines de quelques responsables nationaux.

Notre premier désaccord a porté sur le texte européen. Parmi d'autres raisons, nous avons constaté avec stupéfaction l'absence du mot "territoire(s)" (le mot "régions" est cité une fois). Contrairement à la réponse apportée, il ne s'agit pas seulement d'un chapitre oublié, volontairement ou pas. Pour nous, c'est un élément central du rapport entre Europe, Etat et régions, conformément au dernier texte du Breis sur la "République des territoires".

Depuis plusieurs années en effet, les régions montent en puissance grâce, notamment, à la Région Bretagne : création du réseau mondial des régions adossé à l'ONU (le FOGAR participera à la conférence de Copenhague sur l'après Kyoto en décembre 2009), affirmation du Comité des régions, résonance de la réflexion sur la nouvelle génération des fonds structurels, implication des collectivités dans les programmes européens (recherche...).

Pour en rajouter, notre Président de Région est allé la semaine dernière à Prague au "Sommet des régions et des villes d'Europe". Plusieurs enjeux abordés : développement durable, économique/innovation, questions maritimes (en présence des responsables de la Conférence des régions périphériques maritimes qui fédère 150 régions littorales), coopération décentralisée, questions budgétaires (après 2013), etc.

Cette stratégie territoriale "globale" donne du sens aux critères que nous avons fixé pour composer les listes européennes (ancrage local). Pour la liste Grand Ouest, je regrette, comme bien d'autres, que Michel Morin - 2e Vice-Président de la Région Bretagne (Côtes d'Armor) - ne soit pas en position éligible. Malgré tout, je me réjouis de la présence sur cette liste de notre Secrétaire fédérale à la Formation des militants, Héléne Brus (section de Lorient).

Désormais, nous partons en campagne avec Bernadette Vergnaud et ses colistiers. Nous rencontrerons les salariés, les chômeurs, les chefs d'entreprises et les acteurs sociaux pour les écouter et les soutenir face à la crise. Nous leur proposerons une Europe plus protectrice des citoyens et des droits des travailleurs. Nous affirmerons également la place de la Bretagne sur les dossiers évoqués ci-dessus. Nous sommes déjà mobilisés. Bonne campagne...

Votes du 12 mars Les résultats

Les militants socialistes étaient invités à s'exprimer, le jeudi 12 mars, sur les listes des candidats socialistes pour les européennes de juin, dans chaque fédération et chaque circonscription électorale. Voici les résultats pour pour le Morbihan. Les socialistes morbihannais élaient le même jour leurs animateurs de circonscriptions. Ci-dessous les résultats par circonscription...

Liste Ouest

Résultats Morbihan :

Inscrits : 1245
Votants : 563 - 45,22 %
Blancs/Nuls : 11,19 %
Pour : 247 - 49,4 %
Contre : 165 - 33 %
Abstention : 88 - 17,6 %

Texte d'orientation

Résultats Morbihan :

Inscrits : 1245
Votants : 563 - 45,22 %
Blancs/Nuls : 53 - 9,41 %
Pour : 312 - 61,18 %
Contre : 108 - 21,18 %
Abstention : 90 - 17,65 %

La liste présentée pour l'élection des députés européens le 7 juin prochain :

Titulaires

1. Bernadette Vergnaud
2. Stéphane Le Foll
3. Isabelle Thomas
4. Yannick Vaugrenard
5. Françoise Ménard
6. Michel Morin
7. Roseline Lefrançois
8. Guy Moreau
9. Norma Mevel Pla

Suppléants

1. Pouria Amirshai
2. Maria Vadillo
3. Gwenegan Bui
4. Madeleine NGmobet
5. Eric Thouzeau
6. Héléne Brus
7. Mathieu Durquoty
8. Sylvie Pichot
9. Andrew Lincoln

Tous les résultats par section sur : www.ps56.fr

Manifestation pour l'emploi et le pouvoir d'achat
Jeuudi 19 Mars 2009 - 10h00
Vannes - Lorient - Pontivy

Les animateurs de circonscription élus



C1 - Vannes

Maxime Picard
90,16 %



C2 - Auray

Nathalie Le Magueresse
76,74 %



C3 - Pontivy

Jean-Philippe Guédas
96,77 %



C4 - Ploërmel

Ronan Coignard
91,53 %



C5 - Lorient

Françoise Olivier-Coupeau
87,10 %



C6

Hennebont / Gourin

Pierre Pouliquen
97,25 %



Conférence-débat

**Crises en France et en Europe :
quelles réponses du Parti socialiste ?**

Vendredi 3 avril 2009 - 20h30

à Pontivy (Palais des Congrès - Salle Le Norment)

En présence de :

Bruno Leroux - Député de Seine-Saint-Denis - Ancien Secrétaire national PS aux Elections
Odette Herviaux - Sénatrice - Vice-Présidente de la Région Bretagne

Accueil : **Jean-Pierre Le Roch** - Maire de Pontivy - Vice-Président de la Région Bretagne
Jean-Luc Le Beller - Secrétaire de la section de Pontivy

Prochaine réunion du Conseil fédéral

Jeudi 19 Mars - 20h30
Auditorium de la Médiathèque
d'Arradon

Actualité du Secrétariat fédéral

Calendrier

7 mars 2009 : Secrétariat national à la formation à Paris - présence d'Hélène Brus, SF à la Formation et de Stéphane Le Guennec, SF aux Relations avec les sections et à la Communication.

28 mars 2009 : Commission des droits de l'homme à Paris - présence de Valérie Vivien, SF à la Démocratie et Citoyenneté et de Annaïg Le Moël, SF à l'Égalité.

28 mars 2009 : Réunion du Secrétariat national à la Petite enfance à Paris - présence de Stéphanie Le Squer, SF aux Familles et à la Petite enfance)

Groupes de travail

Les premiers groupes de travail de la fédération ont été mis en place sur les thématiques suivantes :

Formation

Europe : Sous le pilotage d'Hélène Brus, SF à la Formation et de Simon Uzenat, Délégué fédéral aux Questions européennes et internationales, un groupe de travail a validé le contenu des formations Europe que la Fédération met en place sur les mois d'avril et mai.

Groupe formation : le 2 mars, Hélène Beus a réuni une vingtaine de militants qui ont fait part de leur intérêt pour cette thématique. Au menu des échanges : état des lieux de la formation sur le département, validation d'un diagnostic partagé et des enjeux pour la fédération. Une prochaine date de rencontre est programmée pour approfondir les éléments constitutifs d'un plan fédéral de formation à destination de tous.

Communication

Le 4 mars, Stéphane Le Guennec a mis en place le premier groupe de travail sur la communication faite par la Fédération. Une quinzaine de personnes a participé à ces échanges. Cette réunion de travail a surtout permis de définir une méthodologie de réflexion portée par Brigitte Pfeiffer. Le groupe se retrouve en avril pour poursuivre ses travaux.

Développement du parti

Le 10 mars, 18 militants étaient présents pour échanger sur cette thématique, à l'invitation du Secrétaire fédéral aux Relations avec les sections. Ils représentaient plus d'un tiers des sections du département. Cette rencontre a permis de dégager 3 axes de travail :

- lien entre les sections et coordination avec la Fédération ;
- animation de circonscription : échanges et capitalisation entre les animateurs ;
- réflexion sur l'accueil des nouveaux adhérents (guide, parcours,...).

DOSSIER

Attaque des associations éducatives Une politique de démantèlement de l'École

Depuis l'automne 2008, le gouvernement a annoncé un retrait historique dans sa politique de soutien aux associations complémentaires de l'enseignement. Nous faisons cette semaine le point sur ce dossier, à la rencontre des acteurs de l'éducation populaire.

Les associations éducatives complémentaires de l'enseignement public (Ligue de l'enseignement, CEMEA, EEDF, FOEVEN, FRANCAS, JPA, OCCE, FGPEP), agréées par le ministère de l'Éducation nationale, sont engagées dans **plusieurs types d'activités éducatives** : accompagnement scolaire, formation des délégués d'élèves, éducation à la citoyenneté, ateliers de pratiques artistiques, activités sportives, encadrement de jeunes, coopératives scolaires, classes de découvertes et voyages scolaires éducatifs, éducation à l'environnement et au développement durable, centres de loisirs et de vacances, établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, accompagnement et

accueil de personnes handicapées...

Elles bénéficient à des millions d'enfants et de jeunes. Ces associations interviennent, **sur tous les territoires, au plus près des citoyens, aux côtés des enseignants, des parents, des élus**, dans le champ scolaire et périscolaire. Elles visent à promouvoir le **service public d'éducation** dont elles sont des acteurs à part entière.

Les décisions du gouvernement (amputation dès 2008 des dotations, suppression au 31 août 2009 des postes d'enseignants détachés) consistent à **programmer la disparition de ces associations éducatives**, ciment de citoyenneté et de "vivre ensemble" dans une République solidaire, en particulier dans les territoires

sensibles. Ce sont par ailleurs **plus de 50 000 emplois directs et induits**, qui sont menacés, à très court terme.

*CEMEA : Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Éducation Active
*EEDF : Éclairseurs Éclairseurs de France

*FOEVEN : Fédération des Oeuvres Éducatives et de Vacances de l'Éducation Nationale

*FRANCAS : Fédération nationale laïque de structures et d'activités éducatives, sociales et culturelles

*JPA : Jeunesse au Plein Air

*OCCE : Office Central de la Coopération à l'École

*FGPEP : Fédération Générale des associations départementales des Pupilles de l'Enseignement Public

"Agir pour former des citoyens solidaires dans une société laïque"



Roland Delalée
Président de la Ligue de l'enseignement du Morbihan

Le gouvernement a remis en cause le soutien aux associations complémentaires de l'éducation. Comment cela se traduit-il et quelles en sont, selon vous, les raisons ?

Tout d'abord, il faut rappeler que, depuis l'après-guerre, aucun gouvernement n'avait remis en cause, jusqu'à aujourd'hui, le soutien aux 8 mouvements nationaux complémentaires à l'Éducation nationale. En juillet 2008 encore, Nicolas Sarkozy, dans un discours à Batz-sur-Mer, a rappelé combien notre action était remarquable et que l'éducation populaire serait totalement soutenue en France.

Et, le 6 octobre 2008, nous avons reçu un courrier de Xavier Darcos qui nous annonçait une diminution de 25 % des subventions allouées par l'Éducation nationale et l'arrêt du financement des postes d'enseignants détachés auprès des organisations complémentaires de l'Éducation.

Matériellement, cela nous coûte, mais symboliquement et politiquement, c'est une choix majeur. De manière unilatérale et très maladroite, le gouvernement décide de supprimer une grande partie des moyens d'un partenaire historique de l'Éducation nationale, et ainsi d'affaiblir et appauvrir l'École. En parallèle, on nous annonçait la suppression des RASED (Réseaux d'Aides Spécialisées aux Élèves en Difficulté) ou des IUFM. C'est une politique dangereuse, car elle ne mesure pas les coûts sociaux que cela peut

induire : échec scolaire, arrêt d'une part importante du travail auprès des parents, des enseignants... tout ce qui permet d'assurer l'articulation entre école et société.

Les raisons profondes qui ont motivé ces décisions sont, à mon sens, idéologiques : notre leitmotiv est d'agir pour former des citoyens solidaires dans une société laïque. Et c'est cette démarche qu'ils veulent contrer.

Des raisons budgétaires sont avancées, mais ce n'est pas si lourd financièrement, et même s'ils nous coupaient complètement nos moyens budgétaires, le bénévolat existerait toujours pour maintenir l'activité de nos structures, mais se serait plus difficile. En réalité, comme on veut supprimer des postes d'enseignants, on commence par ceux dont la disparition est la plus facile à justifier, c'est-à-dire ceux qui n'agissent pas directement en face à face pédagogique, mais détachés dans les associations éducatives. C'est la même logique pour les RASED : on dit, ce n'est pas vraiment de l'enseignement. Les enfants pourront toujours aller voir des psychologues ou des officines privées de soutien scolaire...

2 - Quelle est la plus-value des associations complémentaires sur le terrain ?

Nous menons des activités éducatives, mais qui ne s'inscrivent pas strictement dans le face à face pédagogique scolaire, qui ne relèvent pas directement des missions de l'école. Nous agissons avec elle, en complémentarité, dans le domaine sportif, des centres de loisirs, des classes découverte, de la culture, de la citoyenneté et auprès de publics très variés, dans les quartiers ou encore dans les prisons. Il faut donc prendre conscience de ce qui risque de disparaître avec ces organisations. L'ADE-

PEP par exemple, qui s'occupe du soutien des personnes handicapées à domicile, est aussi concernée. Ca va loin, y compris sur des publics très fragiles.

3 - Quelles réactions aujourd'hui à ces attaques sans précédent ?

Sur le plan national, régional et départemental, nous avons constitué des groupes de coordination des différentes fédérations, dans lesquels nous avons discuté, très régulièrement, de la stratégie à mettre en œuvre. Nous avons beaucoup mobilisé via internet, notamment par la signature d'une pétition, très suivie dans le Morbihan, puisque nous sommes le 2^{ème} département signataire. Nous avons rencontré l'Inspecteur d'Académie, travaillé avec les écoles, avec les organisations syndicales, nous avons été présents dans toutes les manifestations. Les salariés de nos organisations se sont aussi beaucoup mobilisés aux côtés des élus de nos mouvements. Nous avons également bénéficié du soutien des élus locaux, du département, de la Région par la voix de Jean-Yves Le Drian.

Aujourd'hui le gouvernement semble prêt à assouplir ses décisions. Mais rien n'est signé et nous restons mobilisés.

Propos recueillis par T.Gautier

En chiffres

Enseignants détachés menacés dans le Morbihan :

Ligue de l'enseignement : 1 poste
ADEPEP : 3 postes - OCCE : 1 poste

Ligue de l'enseignement 56 (200 associations affiliées) :

- Subventions Éducation nationale : Perte de 19 000 euros + Financement du poste d'enseignant détaché : 50 000 euros

Signez la pétition :
www.pourleducation.fr

Passer de la revendication à l'égalité des droits entre femmes et hommes

La journée internationale des femmes du 8 mars 2009 est l'occasion d'interpeller la société sur les inégalités qu'elles subissent encore. C'est à Copenhague en 1910 à la conférence internationale des femmes socialistes que l'idée d'une "Journée Internationale des Femmes" est née. Il faudra attendre 1977 pour que les Nations Unies l'officialise et 1982 pour que la France lui accorde un statut officiel.



Plus récemment au PS lors de la réactualisation de la **déclaration de principe**, le **féminisme** et la **défense de l'égalité des droits** entre individu sont intégrés à nos **valeurs fondamentales**, confirmant une réelle évolution des mentalités. Nous assumons naturellement l'**héritage des combats féministes** antérieurs : **droit de vote, liberté bancaire, droit à l'activité rémunéré, contraception et IVG.**

Aujourd'hui, face au désengagement de l'Etat en matière de prévention et d'éducation aux rapports sociaux filles garçons, nous soutenons les associations en difficulté, notamment le **mouvement pour le planning familial** afin qu'il puisse maintenir en Bretagne ses actions d'éducation à la sexualité malgré une **baisse nationale de 42% des subventions émanant de l'Etat.**

Concernant l'égalité professionnelle, **83% des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes** qui dans le contexte économique le choisissent de moins en moins. Les **salariés au SMIC sont à 80% des femmes**, ce qui démontre que l'emploi précaire, les petits salaires et donc les **inégalités dans le monde du travail** sont avant tout subis par les femmes. **Compétences égales** riment forcément pour nous avec **salaire égal !**

La conciliation de la vie familiale, sociale et professionnelle nécessite un développement considérable des **dispositifs de garde**, notamment dans les secteurs ruraux de notre département. C'est pourquoi la **charte européenne de l'égalité hommes / femmes dans la vie locale** ratifiée par la Région Bretagne constitue un outil transversal et un vrai levier pour aider les collectivités à répondre aux besoins concrets d'articulation des temps.

Par ailleurs nous sommes attentifs à l'**évolution des violences intrafam-**

liales et conjugales dans le département. Nous ne cherchons pas à renforcer les mesures de répression pénale qu'encourage le gouvernement, mais **l'Etat doit prévenir la récurrence de la violence, protéger et défendre les femmes quand elles sont en danger**, favoriser l'éviction de l'auteur du domicile, le condamner et prévoir des réparations pour les victimes. Il y a donc urgence à adopter, à l'instar du gouvernement Zapatero en Espagne, une **loi-cadre contre les violences faites aux femmes.**

Porteurs des combats féministes internationaux, nous réaffirmons notre **solidarité sans frontières avec celles qui subissent exploitations, guerres, violences et mutilations**, insistant sur le développement de la démocratie et de l'éducation pour toutes celles qui n'en bénéficient pas.

Annaïg-Sklaërenn Le Moël
Secrétaire fédérale à l'Egalité

MJS Mouvement des Jeunes socialistes du Morbihan

Le développement durable : des petits gestes au quotidien

À l'heure actuelle, l'environnement est devenu un des sujets majeurs de la politique ainsi qu'un créneau médiatique. Le terme "développement durable", est repris à foison et devient un argument de vente dans la publicité. Mais concrètement nous "consommateurs", que pouvons nous faire ?

Dans le n°91 du Rappel du Morbihan, il nous a semblé indispensable de redonner du sens au concept de développement durable. L'idée étant de nous approprier ou nous réapproprier une définition commune afin de pouvoir réfléchir collectivement et individuellement aux actions à mener en vue de répondre à une réalité environnementale préoccupante.

Et moi, en quoi suis-je responsable ? Que puis-je faire à mon niveau ? Voilà des questions que bon nombre d'entre nous se posent. Nous nous sentons dépassés par des enjeux de taille et par ce contexte d'urgence. Effectivement toute la difficulté réside dans ce double rôle que nous (l'humanité) tenons, à la fois responsables de ce constat et acteurs du changement. Mais qui est acteur ? L'individu et le collectif ; les prises de décision doivent se faire à ces deux niveaux. Les enjeux sont planétaires et pourtant "tout se joue au quo-

tidien", en effet "nous sommes individuellement interrogés". Mais par où commencer ?

Ce que nous mangeons, les transports que nous utilisons, la façon dont nous nous chauffons...voilà autant d'actions qui nous lient à notre environnement. Aucune action individuelle n'est dérisoire. Chaque geste compte. Multipliées à l'échelle d'un pays, elles contribueront à réduire l'impact des activités humaines sur la planète.

Quelques petits gestes simples :

- **Installer des mousseurs hydro-économiques ou aérateurs sur les robinets de la maison** (entre 5 et 8 euros en grande surface) : ce sont des régulateurs de débit qui vous permettront d'**économiser 50 %** sur votre consommation d'eau tout en conservant la même efficacité d'utilisation.

- **Utiliser des ampoules basse consommation** : d'une durée de vie jusqu'à 10 fois supérieures aux ampoules classiques, elles consomment 5 fois moins d'électricité (soit **70% en moins** sur notre consommation électrique consacrée à l'éclairage).

- **Faire le tri des déchets** : suivez le guide (le site de Cap L'Orient) : http://www.caporient.com/fileadmin/user_upload/Portail_cap/dechets/pdf/Tri/guide_de_tri.pdf

- **Utiliser le covoiturage et les transports en communs**, lien utile : www.covoiturage.morbihan.fr/

Nous, consommateurs responsables, avons un rôle prépondérant à jouer dans la limitation de notre impact écologique. Sur ce, à vos ampoules basses consommations, partez !

Jonathan Thibout
Jonathan.thibout@laposte.net

Printemps des libertés

Le Printemps Des libertés
Pour la Défense De la République
dimanche 22 mars 2009
à partir de 10h30 au zénith - 75019 Paris
Métro : Porte De Pantin

10h15 : Ouverture des portes.
10h45 : Rassemblement républicain pour la défense des collectivités locales et des droits de l'opposition.
Avec la participation d'acteurs associatifs et syndicaux.
14h15 : "Les libertés sous surveillance"
15h30 : "Les libertés d'expression menacées"
Discussions animées par Nordine Nabili, rédacteur en chef du Bondy blog et NDIE, témoin slam.
16h45 : Martine ALIBRY

À partir de 17h00 : Concert **SansEverino, AxiOm, Clarika...** Et d'autres invités surprise

Premières réunions de formation sur l'Union européenne

Lundi 23 mars - Vannes
Palais des Arts et des Congrès
20h30

Jeudi 26 mars - Lorient
Maison des Associations
Cité Allende
20h30

Locmiquélic : réunion sur la scolarisation des enfants de moins de 3 ans

Vendredi 20 mars
à 20h30

Salle Artimon à Locmiquélic

Tribunes libres sur www.ps56.fr

Suite à l'invitation faite dans les précédents numéros de s'exprimer dans les colonnes du Rappel, toutes les textes qui ont été adressés à la rédaction n'ont pas pu être publiés. Il seront disponibles prochainement dans une rubrique "Tribune libre" sur le site internet de la Fédération www.ps56.fr.

Merci aux contributeurs.

Agenda

Premier secrétaire fédéral

Mercredi 18 mars - Lorient
Printemps de l'entreprise

Judi 19 mars - Lorient
Manifestation pour l'emploi et le pouvoir d'achat

Judi 19 mars - Arradon
Conseil fédéral

Samedi 21 mars - Paris
Convention nationale

Judi 26 mars - Lorient
Formation "Europe" des adhérents

Actualité

Totalement irresponsable

La décision prise par la direction de Total de supprimer plusieurs centaines d'emplois en pleine crise économique alors que les résultats financiers de la société ont été de 14 milliards d'euros pour 2008, a créé un véritable séisme politique. Comment des dirigeants responsables d'un des plus grands groupes français peuvent-ils manquer à ce point d'esprit citoyen pour ne s'en tenir qu'à la doctrine du toujours plus d'argent pour les actionnaires sans se rendre compte des dégâts qu'ils occasionnent dans l'opinion publique ? Avec de telles manières de faire ils ne font qu'accroître le rejet de plus en plus violent de la confiance des citoyens dans un système où l'argent a plus de place que l'homme, qui ne sert que de variable d'ajustement pour la plus grande gloire du CAC40.

Ce cynisme, qu'affichent certains grands groupes ultra bénéficiaires dans cette crise, conforte notre position de les obliger à payer le prix fort pour ces licenciements de pure commodité. Cerise sur le gâteau, le groupe essaie de justifier cette décision par la baisse de la consommation de pétrole et d'essence en France, alors que celle du diesel, dans lequel il entend investir, augmente. Si l'on comprend bien la décision du groupe, c'est de la faute des Français qui ne consomment plus assez de carburant.

Rendez vous compte, ils sont allés jusqu'à indisposer le secrétaire d'Etat à l'emploi Laurent Wauquiez, que l'on n'entend pourtant pas beaucoup d'habitude sur le sujet. Il est vrai que par les temps qui courent, il s'agit de donner le change et de montrer que l'on s'inquiète de la dégradation de l'emploi. Pourtant l'irresponsabilité, le gouvernement la partage également en laissant se dégrader les comptes de la nation sans remettre en cause sa politique de cadeaux fiscaux aux plus nantis, ce qui devrait nous conduire irrévocablement, malgré les dénégations du gouvernement, vers un alourdissement de la fiscalité pour tous, y compris les plus pauvres.

Je ne voudrais pas terminer mon billet d'humeur sans dire quelques mots sur les compositions de listes pour les élections européennes dans notre Parti. Non que telle ou telle liste soit du goût de tous et de chacun mais elles ont fait l'objet d'un accord national signé par l'ensemble des sensibilités qui composent le Parti. Il ne me paraît pas très opportun de rallumer à cette occasion la mèche de la discorde dans cette période où l'unité est plus que jamais nécessaire.

Le Cormoran

EUROPÉENNES 2009

Les enjeux de la Politique des transports

Le transport est une des premières politiques communes de la Communauté européenne. Depuis l'entrée en vigueur du traité de Rome en 1958, elle s'est concentrée sur l'objectif d'éliminer les obstacles aux frontières entre les États membres et de contribuer ainsi à la libre circulation des personnes et des biens.



La politique européenne des transports vise à concilier les besoins croissants de mobilité des citoyens et l'exigence du développement durable. Développement du marché intérieur et ouverture à la concurrence sont les deux cartes maîtresses de cette politique même si la concurrence est à l'origine de nombreuses manifestations syndicales à Bruxelles. La question de la sécurité et de la protection des usagers est également cruciale pour le secteur des transports. Différentes agences spécialisées de l'Union européenne (air et mer en 2002, rail en 2004) contribuent ainsi à la réalisation de ces objectifs.

Dès 2001 un livre blanc, intitulé "La politique des transports à l'horizon 2010", proposait des mesures afin de mettre en œuvre un système de transport capable de rééquilibrer les différents modes, de revitaliser le rail, de promouvoir le transport maritime et fluvial et de maîtriser la croissance du

transport aérien. Si en 2001 les défis prioritaires à relever étaient le déséquilibre entre les différents modes de transport et la congestion, la situation a depuis évolué. La congestion du réseau routier s'est aggravée et coûte désormais à l'Union 1% de son PIB. Le trafic aérien a également connu une croissance soutenue, de même que son incidence environnementale. La question des gaz à effet de serre et du réchauffement climatique est désormais au premier plan. Globalement, les transports intérieurs sont responsables de 21% des émissions de gaz à effet de serre. Ces émissions ont augmenté d'environ 23% depuis 1990. Les mesures envisagées en 2001 par la Commission ne suffiront donc pas à atteindre les objectifs fixés au départ. Elle a ainsi un débat sur les scénarios de transport envisageables à un horizon de 20 à 40 ans, afin de mettre au point une approche globale du transport durable.

Au-delà des sujets fondamentaux que sont le développement durable et la sécurité dans les transports, se pose aussi la question dont on ne peut s'affranchir : l'efficacité sociale des transports. Comment assurer un service public dans un marché libéralisé ?

Manifesto : la position du PSE

"Doter l'Europe du système de transports le plus efficace, le plus économique et le plus écologique dans l'intérêt des particuliers et des entreprises. Cela implique de développer un réseau ferroviaire à grande vitesse compétitif et d'un coût accessible entre grandes villes et régions européennes, bien connecté aux autres modes de transport; de créer un espace aérien intégré offrant des routes aériennes plus directes et des temps de vol réduits; de rendre le transport maritime et fluvial plus propre, plus efficace et plus sûr pour les travailleurs et les passagers. Il y a aussi la transformation des transports urbains: les maires socialistes d'Europe montrent l'exemple dans le manifeste Mobilité Urbaine qu'ils ont publié en 2008, présentant de nouveaux concepts plus rapides, économiques, non polluants. Nous proposons une initiative européenne d'échange des meilleures expériences et de promotion de la mobilité urbaine durable en Europe. Nous continuerons en outre à renforcer la sécurité de tous les modes de transport."

Transports en Bretagne : le choix d'une politique durable



Quel est le bilan de la politique régionale des transports en Bretagne depuis 2004 ?

Depuis 2004, la majorité a fait le pari que l'on pourrait réussir une politique publique ambitieuse en matière de transports collectifs, et en particulier de transport ferroviaire. Cette volonté est d'ailleurs conforme l'état d'esprit de la population bretonne qui a compris depuis longtemps que le territoire n'allait pas s'aménager spontanément et qu'il fallait pour cela dégager des consensus...

Le Rappel



Propriété de la Fédération du Parti Socialiste du Morbihan

Directeur de la publication : Gwendal Rouillard ■
Directeur délégué : Jean Kerguelen ■ Rédacteur en chef : Tugdual Gautier ■ Rédaction, composition : 17, rue Auguste Nayel - 56100 Lorient ■
Tél. : 02 97 84 84 55 ■ Télécopie : 02 97 84 82 14 ■
Courriel : lerappel@morbihan.wanadoo.fr ■
ISSN : 0996-1623 ■ N° CPPAP : 0610 P11474 ■
Impression : IBB - Espace Beaufort - BP 15 - 56701 Hennebont cedex ■

ger des consensus...

Nous avons donc investi, dans le prolongement de la décentralisation ferroviaire, en faisant le pari de mettre en place des services nouveaux : par exemple, depuis 2004, 100 TER supplémentaires par semaine ont été mis en service. Nous avons en parallèle ouvert des lignes budgétaires sur la rénovation des gares, sur la multimodalité, sur la billetterie...

Cette politique publique a en outre été pensée dans une logique de développement durable, tant économique, que social et environnemental. Nous avons fait en sorte que ces nouveaux services entraînent une croissance qui profite à tous, par exemple en adaptant les gammes tarifaires qui permettent à tout le monde de se déplacer. C'est donc le pari d'un développement économique et social et bien sûr environnemental avec le choix du transport collectif (diminution du CO2...) que nous avons fait. Et nous enregistrons le meilleur taux de croissance en France avec le meilleur potentiel de développement pour les années à venir.

Quelles sont les relations entre la Région et l'Union européenne sur la politique des transports ?

Outre le développement du transport régio-

nal, nous avons également rendu possible le financement de la Ligne à Grande Vitesse et le prolongement du TGV sur le territoire breton. Pour cela, il a fallu obtenir des financements européens FEDER, à hauteur de 100 millions d'euros, pour des travaux ferroviaires à l'intérieur de la Bretagne. C'est un dossier sur lequel Jean-Yves Le Drian s'est fortement mobilisé et, sans sa détermination et son optimisme, nous n'aurions peut-être pas eu gain de cause. Dans notre plaidoyer auprès de l'Europe pour obtenir ces fonds, nous nous sommes beaucoup appuyés sur les critères de Göteborg pour mettre en avant plusieurs enjeux, outre celui des transports : développement durable, défi agricole, reconquête de la qualité de l'eau... nous avons beaucoup travaillé le volet environnemental. Nous avons donc conjugué l'ensemble des volets du développement durable au niveau du territoire pour défendre notre projet.

La Bretagne est également très concernée par la politique des transports maritimes. Elle y joue un rôle majeur puisque Jean-Yves Le Drian est Président de la Conférence des Régions périphériques maritimes. Là aussi, il faut conceptualiser politiquement notre action publique, valoriser notre territoire et mutualiser avec les autres régions de la façade atlantique.